



LUANDA LEAKS

Après la tempête

Luc Caregari

Après la publication des Luanda Leaks par l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), à laquelle le woxx était associé, beaucoup de choses ont bougé. Une vue d'ensemble.

Pas contente, mais pas contente du tout : Isabel dos Santos, la fille de l'ex-président angolais visée dans les Luanda Leaks, a vociféré sur son compte Twitter contre les multiples publications qui ont visé son empire d'entreprises. Allant même jusqu'à qualifier des collègues, comme le journaliste d'investigation portugais Micael Pereira de l'hebdomadaire « Expresso », de menteur. En tout, presque une quarantaine de tweets ont été émis par dos Santos depuis les publications dans plus de 36 médias internationaux des documents et des analyses de documents qui révèlent l'ampleur de la toile offshore tissée par celle qu'on appelait « l'ingénieure ».

Quant à sa défense, Isabel dos Santos joue d'abord la carte du complot politique contre elle. En effet, depuis la passation de pouvoir entre son père et le nouveau président João Lourenço, le clan dos Santos n'est plus en odeur de sainteté en Angola - mais dispose encore de puissants ré-

seaux, qui lui permettent de rendre la vie dure au nouveau président. D'ailleurs, Isabel dos Santos n'a pas exclu de se présenter à la prochaine présidentielle en Angola, comme elle l'a dit à la chaîne portugaise RTP3 : « Mon père a laissé un grand héritage politique que moi et de nombreux Angolais aimerions voir respecté. L'Angola est ma patrie. Je ferai tout ce que j'ai à faire pour défendre et rendre service à ma terre et mon pays. » Difficile de savoir si c'est une provocation de plus qui vise le nouveau régime de Luanda ou une vraie intention, qui lui servirait aussi à sauver sa peau - si Berlusconi a pu le faire, pourquoi pas elle ? Par contre une chose est sûre, « l'héritage » de son père José Eduardo dos Santos a laissé beaucoup trop d'Angolais-e-s déshérités-e-s de leurs ressources naturelles et des revenus qu'elles génèrent.

Le lanceur d'alerte s'est fait connaître

Une autre cible de choix d'Isabel dos Santos dans ses tweets : Ana Gomes. L'ex-eurodéputée socialiste et diplomate portugaise, qui avait d'ailleurs fait partie de la mission d'observation électorale du Parlement européen en Angola en 2008, est de-

puis longtemps critique des dos Santos comme de leur influence sur le Portugal.

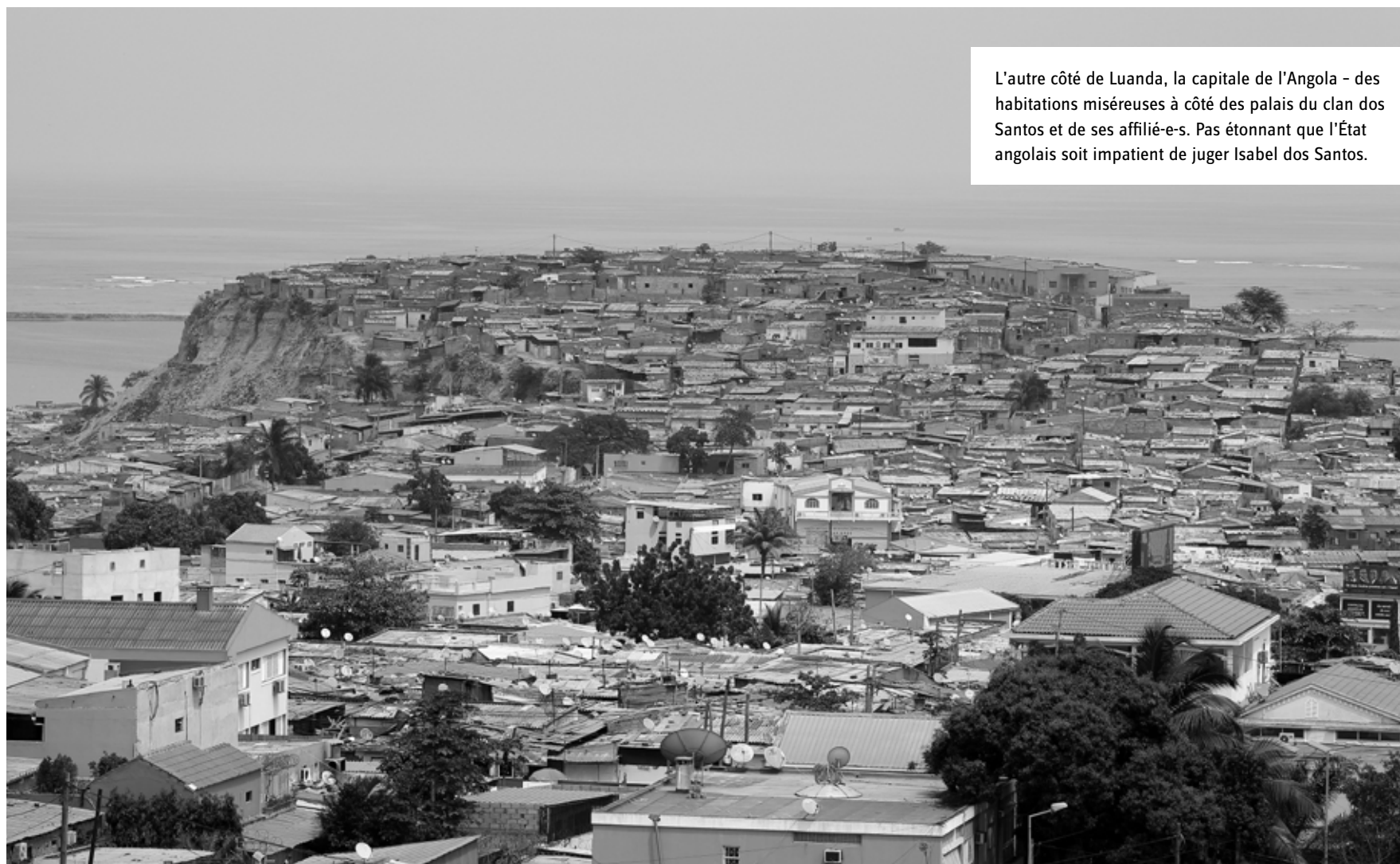
Tout ça pour insinuer que la publication des Luanda Leaks était une manigance des nouvelles autorités angolaises, et probablement aussi du Portugal, qui essaie de se dédouaner des liens financiers avec le clan dos Santos devenus très pénibles, et cela bien avant que l'ICIJ s'en mêle. Le problème est que, comme nous le savons aujourd'hui, les 700.000 documents des leaks ne proviennent pas de Luanda, mais du Portugal.

Comme la Plateforme pour la protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF), qui a reçu les Luanda Leaks et les a transmis à l'ICIJ, l'a confirmé cette semaine, le lanceur d'alerte s'est lui-même nommé. Il s'agit de Rui Pinto, déjà connu pour avoir été le fameux « John » derrière les Football Leaks. Cette autre masse de documents, plus de 18,6 millions en tout, avait été envoyée par Pinto au magazine allemand « Der Spiegel » et publié après traitement par le réseau « European Investigative Collaborations » en 2016. Le plus gros scandale sportif de tous les temps avait notamment dévoilé des structures offshore où des footballeurs connus avaient dissimulé les millions gagnés sur le

terrain. Ainsi, l'icône du football portugais Cristiano Ronaldo avait à lui seul caché quelque 150 millions d'euros - d'ailleurs aussi en passant par des structures au grand-duché.

Exilé à Budapest, Pinto a été extradé en avril 2019 vers le Portugal, où il attend son procès. Quant à ses motivations pour avouer cet autre leak, elles sont claires : il ne veut pas être considéré comme un simple hacker qui aurait piraté des bases de données et des serveurs d'email pour la gloire ou l'argent (d'ailleurs, répétons-le : la PPLAAF n'a pas payé un seul centime pour les données des Luanda Leaks), mais pour être reconnu comme un vrai lanceur d'alerte. Il a d'ailleurs répété plusieurs fois que sa motivation n'était pas politique, mais citoyenne. L'avocat et fondateur de la PPLAAF William Bourdon, qui a défendu Antoine Deltour, Edward Snowden et Julien Assange, s'est aussi dit prêt à défendre Pinto si celui était accusé au Portugal dans le cadre des Luanda Leaks. En tout cas, l'allégation d'Isabel dos Santos que la fuite de documents proviendrait du nouveau régime angolais et serait une affaire de revanche politique s'est évaporée avec cette révélation.

Ce qui ne l'empêche pas de crier au mensonge et de préparer sa dé-



L'autre côté de Luanda, la capitale de l'Angola – des habitations miséreuses à côté des palais du clan dos Santos et de ses affilié-e-s. Pas étonnant que l'État angolais soit impatient de juger Isabel dos Santos.

© ICI/BRUNO FONSECA

fense - en attaquant. Un jour après avoir été contactée par l'ICIJ en décembre, en amont des publications liées aux Luanda Leaks, Isabel dos Santos a conclu un contrat avec une boîte de lobbyistes américains qui ont déjà œuvré à la campagne électorale de Donald Trump. Le contrat mentionne qu'Isabel dos Santos paiera 300.000 dollars pour leurs services, puis 10.000 dollars par mois pendant la durée du contrat. Quant au contenu, celui-ci mentionne du conseil et des placements payés dans les médias (« place paid media ») pour la cliente.

Un contrat avec des lobbyistes de Donald Trump

Au-delà de ces services, Isabel dos Santos a aussi fait savoir qu'elle envisagerait des actions en justice contre l'ICIJ et contre les partenaires médiatiques ayant collaboré aux Luanda Leaks. Donc par extension aussi le woxx - qui n'a tout de même pas encore trouvé de courrier d'Isabel dos Santos ni de ses avocat-e-s dans son courrier.

Et puis, il y a aussi un mort à déplorer. Nuno Ribeiro da Cunha, gestionnaire des comptes d'Isabel dos Santos à la banque portugaise

Eurobic, a été retrouvé mort le 23 janvier dans son habitation à Lisbonne. Selon la police, les indices pointent vers un suicide - il a été retrouvé pendu dans son garage -, mais cela n'a pas empêché des rumeurs sur les vraies raisons de son décès. Mis en cause par la justice angolaise aux côtés de sa riche cliente, da Cunha n'était pas un inconnu dans les Luanda Leaks - où son nom se retrouvait dans de nombreux documents.

Ce qui n'est pas étonnant, vu que la banque Eurobic appartient majoritairement à Isabel dos Santos. Un investissement par temps de crise qui lui servait aussi à avoir une banque dans laquelle elle pouvait avoir confiance - beaucoup d'autres lui ayant refusé leurs services. Mais suite aux Luanda Leaks, Isabel dos Santos vient d'annoncer qu'elle va vendre ses parts dans Eurobic. D'ailleurs, la justice portugaise s'intéresse de près à ses investissements dans deux firmes : Galp Energia (société pétrolière portugaise) et Nos (une entreprise de télécommunications qui avait aussi une antenne luxembourgeoise, radiée du Luxembourg Business Registry fin octobre 2019).

Mais c'est la justice angolaise qui en veut le plus à l'ancienne première fille du pays : au-delà des comptes ge-

lés d'Isabel dos Santos et de son mari (dans les banques, mais aussi des investissements dans les télécommunications et une brasserie), l'État angolais réclame 1,1 milliard d'euros à la femme la plus riche d'Afrique et a assuré vouloir tout faire pour la ramener dans le pays pour qu'elle puisse y être jugée.

Sindika Dokolo est bien le bénéficiaire effectif de De Grisogono au Luxembourg

Par contre, une autre firme avec des liens vers le Luxembourg, comme le woxx l'avait rapporté la semaine dernière, vient d'annoncer ce mercredi qu'elle déposait le bilan. Cette faillite concerne la De Grisogono SA en Suisse, qui appartient à cent pour cent à la holding luxembourgeoise du même nom. Dans son communiqué, la firme suisse affirme avoir « déposé une requête de mise en faillite pour insolvabilité », mais surtout elle confirme qu'un « processus de vente de la société était en cours. Malgré de considérables avancées la transaction n'a pu aboutir. Sans soutien financier de ses actionnaires actuels (...) la solvabilité de l'entreprise est désormais remise en question, rendant la continuation de l'activité impossible ».

Nous écrivions encore la semaine dernière que la holding luxembourgeoise de De Grisogono n'avait pas encore inscrit de bénéficiaires effectifs au registre - encourant des pénalités qui peuvent dépasser le million d'euros. Eh bien, un jour avant la déclaration de faillite de la structure suisse, le bénéficiaire effectif de la holding luxembourgeoise a été dévoilé : il s'agit bien de Sindika Dokolo, le mari d'Isabel dos Santos, qui détient indirectement selon la déclaration 42 pour cent de la structure. C'est donc lui l'actionnaire qui ne voulait plus soutenir le joaillier suisse, qu'il avait acheté par le biais de structures maltaises et helvètes avec la Sodiam - l'entreprise diamantaire publique de l'Angola.

Comme quoi, une autre information réfutée par les intéressé-e-s vient donc de se confirmer.